

Autodissolution de l'organisation politico-militaire dite « MIL » (août 1973)

À travers l'échec de la Révolution internationale de 1848 et à partir de l'idéologisation de sa théorie, on prévoyait pour la fin du siècle l'impossibilité de la reproduction du système capitaliste.

En accord avec cette théorie, les organes souverains de la lutte de classes et de la révolution socialiste étaient :

- les syndicats réformistes ;
- les partis réformistes aux ordres des syndicats et appliquant en leur nom une pratique politique de participation au Parlement bourgeois.

Mais, en réalité, le réformisme (partis et syndicats) servit seulement à renforcer l'existence du système.

Au début du siècle, on pouvait constater que le capital se reproduisait — contre la prévision des théoriciens du mouvement ouvrier — et que, par conséquent :

- le réformisme était totalement incapable d'éliminer le système capitaliste au seul moyen de révolution du problème de sa reproduction (crises du système capitaliste : Belgique 1904, Russie 1905, Belgique 1906, théorisation de la grève sauvage par la gauche allemande, éclatement de la guerre impérialiste 1914-1918, Russie 1917, Allemagne 1918-1919, Hongrie 1919, fascismes, crise de 1929, etc.) ;

— Il devenait clair que ni les partis parlementaires ni les syndicats réformistes n'étaient les organes de la révolution sociale, mais bien plutôt ceux de la contre-révolution du capital (Allemagne 1919, Hongrie 1919, Russie 1921, etc.).

La révolution socialiste seule, entravée par les partis parlementaires et les syndicats, se voit imposer, avec ou sans reproduction du capital, une pratique antiréformiste, c'est-à-dire partisane dans sa pratique de l'antiparlementarisme et de l'organisation de classe (syndicalisme révolutionnaire, barricades et lutte armée, conseils ouvriers, etc.).

Après les conséquences ultimes de la crise mondiale (fascismes, krach de 1929, guerre inter-impérialiste 1939-1945, reconstruction de l'après-guerre, rendant possible avec elle une nouvelle reconstruction du capital accompagnée de crises intermittentes jusqu'à la crise suivante de la reproduction du capital), après la réduction des objectifs de la lutte anticapitaliste à ceux de la lutte antifasciste, se posaient à nouveau non seulement la nécessité urgente de l'antiparlementarisme et de l'organisation de classe, mais aussi celle de passer ainsi des objectifs purement antifascistes aux objectifs du mouvement communiste qui, dans sa phase de flux, sont ceux du mouvement social international.

Pour cela, nous pouvons dire que depuis la fin des années soixante, la révolution sociale s'impose. Nous voyons ressurgir cela en divers moments :

- mai 68 en France et les grandes grèves d'Italie en 1969 dans lesquelles les syndicats furent débordés ;
- en Belgique, les mineurs du Limbourg en 1969 attaquent violemment les syndicats au cours d'une grève sans précédent ;
- la vague de grèves en Pologne en 1970-1971, durant laquelle les bureaucrates du Parti communiste furent jugés et pendus ;
- Paris 1971 : importantes grèves ouvrières à Renault et pillage au Quartier Latin ;
- mutineries dans de nombreuses prisons aux USA, en Italie, en France (1972-1973), des grèves où mineurs et dockers affrontent les bonzes syndicaux anglais, révoltes généralisées dans les ghettos aux USA, Japon, etc.

Pendant ce temps, d'innombrables grèves sauvages surgissent en Europe et en Amérique et gagnent toutes les parties du monde. À l'échelle mondiale, les manifestations de la réapparition du prolétariat sur la scène de la violence de classe se multiplient (absentéisme dans les entreprises, sabotage du procès de production, etc.). En Espagne, les grèves sauvages et les manifestations de révolte latente apparaissent avec toute leur force. Depuis la destruction physique et la disparition de la théorie du prolétariat espagnol par le capitalisme international lors de la guerre civile (1936-1939), la combativité ouvrière n'avait pas été si puissante :

- 1962-1965 : création des Commissions ouvrières lors de grèves sauvages dans les mines des Asturies, attaque du commissariat de Mieres, grèves dans les transports et la métallurgie de Barcelone ;
- 1966-1968 : entrisme de tous les partis et organisations traditionnels dans les Commissions ouvrières, tentative d'introduction dans la CNS à partir d'elles et de donner une ligne réformiste aux Commissions ouvrières ;
- 1968-1970 : le Mai français et l'automne chaud italien, avec toutes leurs productions groupusculaires, font entrer dans le mouvement ouvrier espagnol le confusionnisme idéologique et lui font perdre ainsi une partie de sa force. Rivalités bureaucratiques au sein des Commissions ouvrières, scissions groupusculaires ;
- 1970-1973 : importantes luttes prolétariennes dans toute l'Espagne — Erandio, Granada, Harry Walker, SEAT Ferrol,

Vigo, Vallès, San Adrián del Bésos, Navarra, etc. — où, sous des formes diverses, on se dégage de tout contrôle hiérarchique de la lutte ; cela se concrétise dans la pratique par l'expulsion des militants groupusculaires des assemblées ouvrières et par la violence généralisée.

Le MIL est le produit de l'histoire de la lutte de classe de ces dernières années. Son apparition est liée à ces luttes prolétariennes qui ont démystifié le rôle des bureaucraties réformistes et groupusculaires qui voulaient intégrer le mouvement à leur programme de parti. Il se créa en tant que groupe spécifique d'appui aux luttes et aux fractions les plus radicales du mouvement ouvrier de Barcelone. Il est maintenant nécessaire à tout moment de participer à l'expérience prolétarienne et de l'appuyer matériellement, au niveau de l'agitation, de la propagande, de la pratique et de la théorie.

En avril 1970, le MIL développa ouvertement une critique de toutes les positions réformistes et gauchistes (Le mouvement ouvrier à Barcelone). Durant la même année, il entreprit une critique du léninisme (La révolution jusqu'au bout). Sa critique du dirigisme, du gauchisme, de l'autoritarisme l'amena à rompre avec les organisations de base qui voulaient noyauter les luttes et s'appropriier des expériences menées en commun comme celle d'Harry Walker et à former un groupuscule. Le MIL, dans son isolement politique et de par sa survivance politico-militaire, passa des compromis avec des groupes militaires : avec les nationalistes, par exemple, qui, à ce moment-là, étaient les seuls qui acceptaient de passer à la lutte armée. De tels compromis, produits par l'isolement du groupe, l'amènèrent à oublier ses perspectives antérieures. Il n'y a pas de pratique communiste possible sans lutte systématique contre le mouvement ouvrier traditionnel et ses alliés. Inversement, il n'y a pas d'actions efficaces contre s'il n'y a pas de compréhension claire de leur fonction contre-révolutionnaire. Jusqu'à maintenant, toutes les stratégies révolutionnaires ont essayé d'exploiter les diverses difficultés rencontrées par la bourgeoisie dans sa gestion du capital. Lorsqu'elles ont renversé des bourgeoisies faibles, elles ont organisé le capital. Si les bourgeoisies étaient fortes, elles se condamnaient à la misère. Aujourd'hui, le prolétariat a abandonné ces stratégies et impose la sienne : la destruction du capital et sa propre négation en tant que classe. Il attaque le capital dans toutes ses manifestations d'exploitation : encadrement, autoritarisme, production de plus-value, etc. La seule forme d'action possible est la violence révolutionnaire s'exprimant à travers l'action et la parole.

Ses fractions les plus avancées organisent les tâches concrètes révolutionnaires, tant dans les usines que dans les quartiers : lutte contre la CNS, critique des Commissions ouvrières bureaucratiques et réformistes, du PCE et des groupuscules en les situant sur le même plan que les actuels gérants du capital (la bourgeoisie). C'est par l'auto-organisation sur les lieux de travail au moyen des comités d'usine et de quartier que la lutte révolutionnaire de la classe ouvrière se consolide ; à travers la coordination et la généralisation de la lutte s'affirment la lutte de classes et le point de vue communiste. La pratique du MIL est liée au développement du mouvement communiste et en fait partie. C'est pour cela qu'il se propose de critiquer toutes les mystifications.

La société actuelle possède ses lois, sa justice, ses gardiens, ses juges, ses tribunaux, ses prisons, ses crimes, sa normalité. Devant cette situation apparaît une série d'organes politiques (partis et syndicats, réformistes et gauchistes, etc.) qui feignent de contester cette situation alors qu'en fait ils ne font pas autre chose que de consolider la société actuelle. La justice dans la rue, ce n'est pas autre chose que de dénoncer et d'attaquer toutes les mystifications de la société actuelle (partis, syndicats, réformismes, gauchismes, lois, justice, flics, juges, tribunaux, prisons, délits, c'est-à-dire toute sa normalité).

Le résultat de cette cohérence critique dans l'action amène de fait à la constitution d'associations de révolutionnaires, en des endroits particuliers et partout à la fois.

Une association de révolutionnaires est celle qui mène jusqu'à ses ultimes conséquences une critique unitaire du monde — par critique unitaire, nous entendons la critique globale de toutes les zones géographiques dans lesquelles sont installées les différentes formes de pouvoir séparé — aussi bien qu'une critique de tous les aspects de la vie.

Ce n'est pas tant l'autogestion du monde actuel par les masses que sa transformation ininterrompue, la décolonisation totale de la vie quotidienne, la critique radicale de l'économie politique, la destruction et l'abolition de la marchandise et du travail salarié. Une telle association refuse en elle-même toute reproduction des conditions hiérarchiques du monde dominant. La critique des idéologies révolutionnaires n'est pas autre chose que le dévoilement des nouveaux spécialistes de la révolution, des nouvelles théories qui se situent par-delà le prolétariat.

Le gauchisme n'est pas autre chose que l'extrême-gauche du programme du capital. Sa morale révolutionnaire,

son volontarisme, son militantisme ne sont que les produits de cette situation. Ils tentent de contrôler et de diriger la lutte de la classe ouvrière. Ainsi, toute action qui ne mène pas à une critique et à un refus radical du capitalisme, reste en son sein et est récupérée par lui. Aujourd'hui, parler de militantisme en milieu ouvrier et le pratiquer, c'est vouloir éviter le passage au communisme.

Parler d'action armée et de préparation à l'insurrection est la même chose : il est maintenant inutile de parler d'organisation politico-militaire ; de telles organisations ne sont que d'autres rackets politiques. Pour toutes ces raisons, le MIL s'autodissout comme organisation politico-militaire et ses membres se disposent à assumer l'approfondissement des perspectives communistes du mouvement social.

MIL — Conclusions définitives du congrès du MIL

Post-scriptum : Le terrorisme et le sabotage sont des armes actuelles utilisables par tout révolutionnaire. Attaquer le capital et ses fidèles défenseurs qu'ils soient de droite ou de gauche ; tel est le mot d'ordre actuel des GAC (Groupes autonomes de combat) qui ont rompu avec tout le vieux mouvement ouvrier et qui s'assignent des tâches bien précises. L'organisation est l'organisation des tâches, c'est pourquoi il est nécessaire que les groupes se coordonnent pour l'action. À partir de telles constatations, l'organisation, la politique, le militantisme, le moralisme, les martyrs, les sigles, notre propre étiquette, font partie du vieux monde.

Ainsi chaque individu prendra ses responsabilités dans la lutte révolutionnaire. Les individus ne s'auto-dissolvent pas : c'est l'organisation politique et militaire du MIL qui s'autodissout et dans ce passage à l'histoire, c'est la préhistoire de la lutte de classe que nous quittons définitivement.